

**RAPPORT N° 2022/3-03**  
**au bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 30 juin 2022**

**OBJET**

**CONVENTION DE COLLABORATION DE RECHERCHE INRAE-CINOR POUR UNE ETUDE EXPLORATOIRE POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**OBJET :**

L'accès à l'eau et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous est un enjeu national de premier plan. Face à cet enjeu, la loi Engagement et Proximité du 28 décembre 2019 ouvre le principe d'une tarification sociale de l'eau pour toutes les collectivités volontaires en dérogeant au principe selon lequel les usagers sont tous soumis au même tarif.

Afin de réaliser une étude exploratoire pour la mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau, la CINOR souhaite collaborer avec l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) dans le cadre d'une convention de recherche.

L'Unité Mixte de Recherche Gestion Territoriale de l'Eau et de l'Environnement (UMR GESTE) de l'INRAE accompagne des collectivités locales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de l'eau.

L'UMR GESTE a conçu un logiciel innovant de Tarification Solidaire de l'eau Multi-Objectifs baptisé « TSMO ». Il intègre les trois dimensions de la durabilité des services publics d'eau : économique, environnementale et sociale.

Cet outil permet notamment d'établir un diagnostic de la pauvreté en eau (facture d'eau > 3% du revenu disponible) des ménages précaires. Il offre ensuite une visualisation des leviers de compensation entre les différents acteurs (bénéficiaires et contributeurs) selon divers scénarios, dans le but d'aider à la prise de décision sur la politique tarifaire.

La phase de preuve de concept de ce logiciel a été mise en œuvre en collaboration avec quelques collectivités. L'UMR cherche à établir des partenariats avec des collectivités de l'Outre-Mer qui présentent des enjeux de tarification de l'eau différentes des collectivités hexagonales.

L'UMR GESTE propose une collaboration à la CINOR en vue de réaliser une étude exploratoire à la mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau sur le territoire intercommunal. En effet, le territoire présente une ville de taille conséquente mais aussi une commune à forte vocation agricole, renforçant les divers enjeux techniques et socio-politiques.

A l'aide du Logiciel TSMO, l'étude consistera à explorer les conditions et modalités de mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau sur le territoire de la CINOR. En particulier, il s'agira :

- d'évaluer les impacts sociaux des politiques tarifaires de l'eau existantes par commune ;
- de coconstruire des scénarios tarifaires de l'eau sur la base du diagnostic initial et des informations socio-territoriales existantes, et simuler différents scénarios tarifaires multi-objectifs en tenant compte des spécificités du territoire ;
- de dégager des résultats issus des simulations tarifaires des éléments d'arbitrage en faveur du scénario tarifaire le plus à même de répondre aux objectifs de la politique tarifaire de l'eau sur le territoire de la CINOR.

Cette étude sera réalisée dans le cadre d'un stage d'étude ainsi qu'avec l'appui du logiciel TSMO.

Cette proposition de collaboration intègre une contribution financière de la part de la CINOR d'un montant de 8 298,70 € HT, soit 50% du coût global de l'étude. Le financement prévisionnel est détaillé dans le tableau ci-dessous.

	Participation	Montant HT
INRAE	50%	8 298,70 €
CINOR (Budget de l'Eau)	25%	4 149,35 €
CINOR (Budget de l'Assainissement)	25%	4 149,35 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>16 597,40 €</b>

Accusé de réception en préfecture  
16 597,40 € 20630-BC2022-3-03-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

Un projet de convention fixant les termes et les conditions par lesquels les différents partis s'associent afin de réaliser cette étude est annexé au présent rapport.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- 1) Approuver les termes de la convention,
- 2) Approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **8 298,70 €**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A, selon le financement prévisionnel détaillé dans le tableau ci-dessous

	Participation	Montant HT
INRAE	50%	8 298,70 €
CINOR (Budget de l'Eau)	25%	4 149,35 €
CINOR (Budget de l'Assainissement)	25%	4 149,35 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>16 597,40 €</b>

- 3) M'autoriser à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/3-03  
du bureau de la Communauté  
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET**

**CONVENTION DE COLLABORATION DE RECHERCHE INRAE-CINOR POUR UNE ETUDE EXPLORATOIRE A LA MISE EN OEUVRE D'UNE TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-03 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-03-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes de la convention relative à une collaboration de recherche INRAE-CINOR pour une étude exploratoire à la mise en œuvre d'une tarification sociale de l'eau sur le territoire de la CINOR.

**ARTICLE 2**

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **8 298,70 €**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A, selon le financement prévisionnel détaillé dans le tableau ci-dessous

	Participation	Montant HT
INRAE	50%	8 298,70 €
CINOR (Budget de l'Eau)	25%	4 149,35 €
CINOR (Budget de l'Assainissement)	25%	4 149,35 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>16 597,40 €</b>

**ARTICLE 3**

D'autoriser le président à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 08  
Suffrages exprimés : 08  
Vote pour : 08  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220630-BC2022-3-03-DE  
Date de télétransmission : 11/07/2022  
Date de réception préfecture : 11/07/2022